

La pasionaria de l'anti-islam

> Credo

Pour Mireille Vallette, l'islamisme menace nos démocraties

> Cette féministe de gauche incarne une ligne dure de la critique de l'islam

Alexis Favre

A l'heure où la France s'inquiète de la présence de cellules islamistes sur son territoire, le dernier livre de la Genevoise Mireille Vallette tombe, en Suisse, comme un pavé dans la mare. Dans *Boulevard de l'islamisme**, cette socialiste féministe pousse un cri qui ne manquera pas d'être entendu: l'essor du radicalisme musulman en Occident menace nos démocraties, et ceux qui s'en inquiètent sont empêchés de s'exprimer par une bien-pensance qui bâillonne le débat public. S'appuyant sur une multitude d'exemples recensés dans tout l'Occident, Mireille Vallette dresse un portrait au vitriol de la poussée islamiste. Revendications fondamentalistes décomplexées, exigences d'exceptions à la laïcité, atteintes à la liberté d'expression, prolifération des violences faites aux femmes: pour Mireille Vallette, l'islamisme radical et régressif gagne du terrain sous nos yeux. «En ce qui concerne l'islam, la liberté d'expression est très limitée», explique-t-elle. «A la moindre critique publique importante, vous recevez des menaces, par-

elle, «notre système juridique tend aussi à restreindre cette liberté: de nombreux juges sont plus sévères avec ceux qui critiquent l'islam qu'avec des musulmans radicaux, qui font des plaidoyers pour l'application de la charia.»

Pire, poursuit-elle, «on n'entend jamais, ou si peu, ceux qui se disent modérés s'élever contre le radicalisme croissant». Inquiète de voir nos autorités lâcher du terrain en acceptant, par exemple, de laisser les petites filles porter le burkini pour les cours de natation, Mireille Vallette est très claire: «L'islam est totalement incompatible avec la démocratie. En revanche, les musulmans ne le sont pas, pour autant qu'ils renoncent à certains préceptes inhumains pour notre XXI^e siècle. Ils doivent arrêter de dire que ce ne sont pas les textes qui posent problème. Et reconnaître que la discrimination des femmes en fait partie. J'aimerais entendre un imam me dire: «Voilà les versets qui vous font peur? Nous y sommes opposés». Mais je ne l'entends jamais.»

Publiée aux Editions Xenia, Mireille Vallette partage désormais le même éditeur qu'Oskar Freysinger. Dans son livre, elle cite d'ailleurs plusieurs fois l'UDC valaisan, dont elle dit partager les positions sur l'islam.

Les éditions Xenia – dont le slogan est «Osez lire ce que nous osons éditer» – seraient-elles la nouvelle plateforme de l'islamoméfiante? «Je vous laisse la responsabilité de ce qualificatif», répond le patron de Xenia, Slobodan Despot. «Je dirais plutôt que mon catalogue aborde des sujets qu'il est difficile d'aborder ailleurs. Il est plus facile, aujourd'hui, de traiter du changement climati-

fondamentaliste. Notre ligne est donc la liberté d'expression absolue.»

Après avoir publié un premier livre de Mireille Vallette, *Islamophobie ou légitime défiance?*, les éditions Favre n'ont pas voulu publier ce second ouvrage. Volonté de censure? «Non», répond Pierre-Marcel Favre. «Nous avons estimé que, par rapport au premier livre, ce texte n'était pas totalement nouveau.» Et de reconnaître que la crainte des conséquences qu'aurait pu avoir une nouvelle publication a joué un rôle: «Entre le courage de notre maison d'édition et la responsabilité que j'ai de penser à la sécurité de ceux qui y travaillent, il faut parfois faire des arbitrages.»

Si ce dernier aveu semble étayer les craintes de Mireille Vallette quant aux menaces qui pèsent sur la liberté d'expression, son discours soulève néanmoins quelques interrogations.

«L'islam est totalement incompatible avec la démocratie»

Sur la méthode d'abord. Pour censurer les exemples de «l'actualité islamique» qui nourissent son argumentaire, l'auteure s'est fondée sur les observations de «sites spécialisés»: Riposte Laïque, Poste de Veille, Bivouac-ID ou encore l'Observatoire de l'islamisation. Autant de sites militants dénonçant les dangers de la poussée islamiste. N'aurait-il pas fallu aussi instruire à décharge? «Mon objectif était de montrer les dangers de l'islam radical que je vois se développer depuis des années»

répond Mireille Vallette. «Et les ouvertures du côté de l'islam progressiste, je ne les vois pas.» Le lecteur sera donc obligé de s'en contenter.

Sur le fond aussi. Citée par l'auteure comme «une des très rares Suisses à se battre contre l'islam réactionnaire», la présidente du Forum pour un islam progressiste, Saïda Keller Messahli, salue «le courage et la persévérance de Mireille Vallette», mais ne la suit pas totalement sur l'incompatibilité de l'islam avec la démocratie: «On ne peut pas reprocher à un texte du VIII^e siècle de discriminer les femmes, parce que tous les textes religieux de cette époque le font. Je suis persuadée que l'islam est compatible avec la démocratie, parce que la capacité de se réformer existe en islam. C'est donc à nous, musulmans, de faire de ce texte quelque chose de vivant et de ne pas le prendre au pied de la lettre.» En revanche, Saïda Keller Messahli souscrit à la critique d'un angélisme de gauche face aux dérives de l'islam: «Je reproche à la gauche d'avoir trop voulu protéger les musulmans, et de ne pas avoir été claire sur le fait que les droits de l'homme ne sont pas négociables et qu'on ne peut pas faire de relativisme culturel.»

Enfin, estime Hasni Abidi, directeur du Centre d'étude et de recherche sur le monde arabe et musulman, «si les musulmans dits modérés, c'est-à-dire l'écrasante majorité, ne sont pas assez audibles, c'est aussi parce qu'ils veulent se définir d'abord comme citoyens, se fonder dans la société et ne pas être indéfiniment comptables de tous les faits et gestes des radicaux».

Boulevard de l'islamisme, Ed. Xenia

et à l'épreuve de l'Etat

aussi de se heurter plus tôt que prévu à une autre constante du département: la grogne syndicale. Le statut des agents de détention ne sera probablement pas unifié à la hauteur de ce que souhaitait l'UPCP, organisation dont le seul nom fait frémir le canton, et qui regroupe les gendarmes et les gardiens de prison.

Le ministre, décrit par le président de cette corporation comme le vrai chef tant attendu, peut craindre une fin brutale de l'idylle. Ses prédécesseurs sont tous passés par là. Pour Micheline Spoerri, l'UPCP avait parlé d'un passage de l'âge de la pierre aux Temps modernes avant d'évoquer une trahison. Pour Laurent Moutinot, le syndicat s'était félicité de l'arrivée d'un socialiste sensible aux acquis avant de déchanter. Avec Isabel Rochat, l'UPCP avait loué le côté novice et attentionné de la magistrat avant de fulminer contre son manque d'écoute. Bref, le conflit, sous une forme ou une autre, est programmé.

Surtout si le nouveau conseiller d'Etat, prévient déjà la base, mène la vie impossible à sa cheffe de la police. Là encore, l'histoire se répète. Isabel Rochat avait d'entrée de cause déstabilisé Monica Bonfanti en déclarant que celle-ci se devait de gagner sa confiance. Pierre Maudet a délivré un tout autre message, laissant entendre que la cheffe partait avec un crédit

total. Ledit message devait être un peu brouillé, car le sort de Monica Bonfanti fait déjà l'objet de rumeurs et d'intrigues. Cette dernière, dont la capacité de résistance n'a plus à être démontrée, préside aussi la Conférence des commandants des polices cantonales de Romandie, Berne et Tessin. Malgré son expérience, Monica Bonfanti est pourtant – encore une particularité genevoise – confinée à une très grande discrétion.

Cette «contrôlite» aigüe, déjà en vigueur au sein de ce département, fait aussi partie du style Maudet. Le magistrat tient à répondre personnellement aux sollicitations des médias, quitte à paraître en perpétuelle campagne. L'ancien capitaine des pompiers disait déjà de lui qu'il voulait se montrer sur tous les feux. Une conduite très militaire, une manière parfois cassante, un sens de l'écoute pas toujours perceptible, une volonté d'aller vite et de décider, quitte à écarter certains cadres ou d'en nommer d'autres dans la précipitation, suscitent déjà quelques grincements de dents, même si tous s'accordent à reconnaître au nouveau venu la volonté et l'intelligence pour bien faire. Encore faudra-t-il que toute cette énergie débouche sur autre chose que, c'est une expression qu'il affectionne particulièrement, de «la poudre de perlimpinpin».

Fronde contre le projet de budget gouvernemental

➤ **Genève** Le PLR est en passe d'obtenir un rejet précoce du plan financier de l'exécutif

Marc Moulin

La séance du Grand Conseil genevois sera agitée ce jeudi. Le groupe libéral-radical demandera d'anticiper en urgence le débat budgétaire prévu à la mi-décembre, afin de voter immédiatement un refus d'entrer en matière sur le projet de budget présenté le 20 septembre par le Conseil d'Etat. Et cette requête a de grandes chances de trouver une majorité, avec l'appui du MCG et de l'UDC.

Le gouvernement prévoit un déficit de 278 millions, avec une hausse tant des revenus (2,8%) que des charges (1,8%). S'agissant du second exercice déficitaire consécutif, il devrait déclencher, en 2014, le frein genevois à l'endettement: le peuple serait appelé à choisir entre des économies ou des hausses d'impôts. «Avant d'en arriver là, le parlement a un rôle à jouer», avance le libéral Pierre Weiss. En présentant sa planification 2013, le Conseil d'Etat soulignait n'avoir de prise réelle que sur 22% des dépenses nouvelles, le reste découlant de lois ou d'obligations envers les créanciers ou la Confédération. Des fonds supplémentaires sont, par exemple, nécessités par la réforme du cycle d'orientation, votée par le peuple. Interrogé sur les possibles économies à réaliser au sein de l'administration, l'argentier David Hiler estimait que les gains d'efficacité avaient été réalisés ces précédentes années: «A force de passer plusieurs fois le râteau au même endroit, il n'y a plus rien à ramasser», illustrait-il.

lier l'Instruction publique du socialiste Charles Beer. Pour Pierre Weiss, le coup d'éclat programmé jeudi soir doit mener à atténuer les chiffres rouges: «Si notre requête est votée en urgence, le Conseil d'Etat gagne du temps pour préparer un nouveau projet. Entre ce qui nous est proposé et l'équilibre, qui serait idéal, il y a une marge de discussion.»

«Irresponsable»

L'UDC n'a pas encore pris position, mais son vice-président, Eric Leyvraz, se dit favorable: «C'est un service au Conseil d'Etat que de lui renvoyer le budget maintenant plutôt qu'en décembre», déclare le député. Le MCG Roger Golay emboîte le pas: «Nous fixerons la condition de réduire le déficit, mais sans rogner sur la sécurité, le personnel de l'Etat, l'éducation ou la recherche et en se montrant prudent sur le social.»

Seule une minorité s'agace du plan du PLR. Emilie Flamand, présidente des Verts, le juge «complètement irresponsable, en particulier venant d'un parti qui dispose de trois représentants au Conseil d'Etat.» «C'est aberrant de nier ainsi le travail des députés qui peuvent améliorer le budget d'ici à décembre», proteste le PDC Guy Mettan. «Le projet du gouvernement a le mérite de mettre l'accent sur la sécurité.» «C'est une absurdité», s'énervent Roger Deneys, au PS. «Que fait le PLR des priorités établies par le gouvernement sur la sécurité et la justice?»

de déficit à Lausanne